

## L'idéologie de la peur Nelson Vallejo-Gomez\*

*« Le statut de l'individu n'a jamais été aussi déterminant  
qu'en notre époque de mondialisation effrénée,  
en ces temps où même l'art  
est irrésistiblement soumis aux critères du marché !  
Jamais la question de la valeur de l'être humain  
ne s'est posée de façon aussi aiguë qu'aujourd'hui ! »*

*Gao Xingjian<sup>1</sup>*

### Introduction

Un préambule de précaution et de politesse s'impose pour vous dire que les choses dont je vais traiter sont délicates. Il conviendrait bien sûr de les régler au millimètre près et de tenir compte, autant que possible, de l'épaisseur historique, culturelle et philosophique des idées en jeu, de leurs différentes strates, de leurs époques et de tout ce qui, y compris les malentendus, leur donne tel ou tel sens. Il convient en effet de traiter ces choses de la pensée avec précaution et humilité, simplicité et générosité. La pensée requiert d'une sorte de *pudeur métaphysique* qui, comme l'a dit Horace<sup>2</sup>, est le sentiment premier de la dignité. Il s'agit pour moi d'être dans une étroite relation de dialogue entre le *poétiquement* et le *prosaïquement*, entre la rose de l'esprit et le marteau de la raison. Tout mot qui touche à la réalité d'une pensée, à l'être en relation, à l'autre, peut avoir plusieurs sens, comme autant d'éclairages pour une touche de peinture ou de perspectives pour un trait. Ici, à Alexandrie, la tradition musulmane sait bien qu'un mot *révélé*, par exemple, peut-être lu de *sept* façons. Le *Sept* est un nombre mystérieux qui chiffre des secrets plus anciens encore : *sept* jours pour que la Lumière soit, *sept* paroles de Jésus-Christ en Croix pour que l'Amour ressuscite. S'agissant d'une parole essentielle, on n'est jamais sûr s'il convient de l'écrire tel quel, ou s'il vaut mieux s'en inspirer pour se comprendre soi-même et comprendre autrui. Et c'est pourquoi les furies s'en mêlent. Les malentendus y instaurent un régime de médisance et de complot. Les procès d'intentions s'instruisent aussitôt à charge et de façon inquisitoire. Mais l'esprit humain sait aussi être à l'aise dans ces labyrinthes de la pensée quand il a de l'intelligence du cœur ou de la miséricorde. La question de l'*idéologie de la peur* doit donc être abordée avec une sorte de *littérature de sauvegarde spirituelle*, comme dit Gao Xingjian, lorsqu'il écrit : « *Il s'agit de ne pas être aveuglé par les superstitions, d'être imperméable aux autorités, aux courants, de résister à l'emprise des idéologies. J'appelle cela : ne pas avoir de -isme. Cela signifie : être opposé à la dictature, qu'elle est nom fascisme, communisme, nationalisme, racisme, intégrisme. N'être ni porte-drapeau ni laquais. Ne pas être esclave d'un -isme n'est pas de l'empirisme, ni du relativisme, du nihilisme, de*

*l'éclectisme, de l'anarchisme, du pragmatisme. C'est une répulsion contre l'écrasement de l'homme comme une merde de chien »<sup>3</sup>.*

La mondialisation du libéralisme économique effréné traîne avec l'ombre dantesque de la terreur le rappel d'une *conscience déchirée*, d'une *fracture démocratique et citoyenne* qui touchent tous les pays à degrés divers. En provoquant l'impact qui a fait imploser/effondrer les *Twin Towers*, les terroristes ont aussi remis à jour, comme la Révolution d'octobre l'avait fait à sa manière, l'opposition socio-économique qui déchire la conscience du monde moderne : celle de la pauvreté face à la richesse. Dans une analyse *architecturale du système*, Baudrillard suppose qu'il y va de l'effondrement même du *système* en tant que tel, celui de la « *pure modélisation informatique, financière, comptable, numérique* »<sup>4</sup> dont les *Twin Towers* était le cerveau artificiel, le centre névralgique. Pour Baudrillard, l'architecture du système véhicule aussi la *violence du mondiale*. Par une sorte de concentration qui se produit avec une nécessité négative et une accumulation perverse, la richesse s'accroît d'un côté, tandis que la pauvreté augmente de l'autre. Le capital va au capitalisme et réciproquement. La richesse est comme une masse qui attire à soi le reste, dans une pure logique de physique classique, qui conserve mécaniquement le même mouvement. Or, il faudrait concevoir les rapports socio-économiques au sein des sociétés contemporaines avec une logique complexe, une physique quantique et une énergie spirituelle, avec, en somme, une *Politique de l'homme*<sup>5</sup>. Car, comme l'écrivait déjà Hegel au 19<sup>ème</sup> siècle : « *Cette inégalité de la richesse et de la pauvreté devient le plus grand déchirement de la volonté sociale, la révolte intérieure et la haine* »<sup>6</sup>. Hegel avait pensé résoudre le problème en amont de façon métaphysique. La richesse serait à l'égoïsme et à l'individualisme ce que la pauvreté serait au renoncement et au partage collectif. Il y aurait deux absolus en conflit. Hegel considère que la célèbre distinction de Jésus : « *Rends à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu* » empêche de trouver la richesse et l'absolu de la volonté générale pour le peuple dans la cité terrestre. Dans la *Phénoménologie de l'esprit*, Hegel a cherché la fusion de ces deux absolus, en considérant la Révolution française comme une tentative pour surmonter cette séparation en deux mondes : « *Les deux mondes sont réconciliés ; le ciel est descendu et transporté sur terre* »<sup>7</sup>. Tentative qui a échoué, puisque la Révolution a fait de la Raison et de l'Universel une Déesse, dont l'offrande fut la Terreur. Toutefois, une lecture du volet libéral de la Révolution française suggérerait l'abolition de la dialectique *maître/esclave*. Dans ses leçons sur Hegel, Alexandre Kojève<sup>8</sup> considère que l'Etat universel et homogène, c'est la démocratie libérale. Car elle aurait résolu la question cruciale de la dialectique *maître/esclave*, à savoir, le problème de la *reconnaissance*, en remplaçant les rapports dialectiques de pouvoir entre le maître et l'esclave par une *relation* de mutuelle reconnaissance entre individus reconnus comme égaux. L'Etat-nation a émergé du magma composé d'Ancien régime, Révolution, Terreur, Empire, Monarchie, République. Il a produit un type sociétal spécifique : le bourgeois. Les deux détracteurs du *type bourgeois* les plus impitoyables de la modernité ont été Nietzsche et Marx. Pour Nietzsche, ce *type-là* serait la quintessence de l'esclave victorieux, ressentit et revancharde, qui, tel un pharisien, se drape de christianisme comme *morale de domestication*. Le bourgeois nietzschéen est comme le capitaliste de Marx, dont le but est l'asservissement du peuple et de ses machines de production au profit des intérêts privatisés de la classe dont il est issu : la bourgeoisie. Il s'agirait d'un *type sociétal* fourbe et égoïste, qui dérobe la mission de service publique d'Etat pour faire des institutions nationales un dispositif caporaliste et corporatiste à la disposition d'un clan. C'est pourquoi Nietzsche et Marx, analysant à leur manière la psychologie et l'idéologie de la bourgeoisie, considèrent le *type bourgeois* comme un décadent dont il ne faut rien attendre. Pour Nietzsche, il faudrait retrouver un *nouvel homme* ; pour Marx, il faudrait un socialisme révolutionnaire qui enlève à la bourgeoisie les outils de production et la machine étatique au profit du communisme. Nietzsche et Marx représentent les deux critiques majeures –la conservatrice de droite et la socialiste de gauche- contre la démocratie libérale comme l'Etat universel et homogène de la *reconnaissance universelle*. D'abord, la prééminence donnée à l'économisme provoque des inégalités fractales et irréductibles dans une démocratie libérale. Il est

vrai que le capital va naturellement au capitalisme et réciproquement. Dès lors, c'est un sophisme libéral que de vouloir reconnaître égaux en principe des individus qui, de fait, sont traités inégalement. On les appelle dans les démocraties contemporaines des « citoyens de deuxième catégorie ». C'est pourquoi, le marxisme propose une socialisation du capitalisme. Mais l'expérience soviétique de ce genre de processus instruits suffisamment en négatif les sciences politiques contemporaines pour en être dupe. On voit ensuite que l'on peut aussi brandir le volet conservateur de l'interprétation de la Révolution française pour y voir, plutôt que l'émancipation d'un esclavage, la victoire des esclaves, faisant de la démocratie moderne un dispositif de revanche sociale, comme disait Nietzsche<sup>9</sup>. Renonçant à l'aristocratie, à l'élitisme, les individus *libres et égaux en droits* s'embourgeoieraient et ne seraient habiles qu'à produire de l'accessoire pour leurs satisfactions futiles et leurs intérêts égoïstes. Dès lors, incapables de porter des idéaux universels, ils aliéneraient l'Etat au service du sécuritarisme de leurs biens et personnes, provoquant dans la société civile une « conscience déchirée ». Tel est le sous-titre d'un passage célèbre de la *Phénoménologie*, où Hegel s'inspire du *Neveu de Rameau* de Diderot pour décrire la révolte de la personne soumise à la tyrannie de l'argent et où il pointe le grave problème auquel la société civile de l'Etat moderne se trouve confrontée, dès lors que toute sa force n'est concentrée que dans la sécurisation du libéralisme économique et de la propriété individuelle.

*L'idéologie de la peur* comme « ruse de la mondialisation », afin de terroriser le terrorisme, c'est, j'en conviens, une sorte d'hypothèse historique à connotation hégélienne : le terrorisme comme la mise à jour d'un « universel négatif ». Dans sa réflexion sur la *violence du mondial*<sup>10</sup>, Jean Baudrillard développe plusieurs hypothèses du terrorisme. Il attire notre attention sur la *thèse suspecte* d'un terrorisme comme « *l'expression réelle du désespoir des peuples opprimés* », car « *elle condamne le terrorisme à ne représenter la misère mondiale que dans un geste définitif d'impuissance* ». Soit. Je ne vois pas le sophisme d'un « terrorisme positif », dont le geste serait une « puissance » autre que celle de la destruction elle-même. A moins de considérer que la négativité du mal est une puissance par la prise en compte du danger de sa destruction toujours possible. On peut toujours jouer aux dialectiques du retournement conceptuel. Platon nous a laissé dans ses *Dialogues* la plus subtile des codifications de ce dispositif rationalisateur qu'on appelle Sophistique, si nécessaire à la pensée pour comprendre les différences de qualité et de degré entre l'essentiel et le reste. Si le terrorisme extrême de la *misère mondiale* s'autodétruit dans un *geste définitif d'impuissance*, la réponse qui lui a été donnée par l'empire américain n'est qu'un *geste définitif de puissance* qui s'autodétruit dans un cercle vicieux. C'est une sorte de Kronos de la force qui dévore naturellement ses enfants. Voyez Robespierre, Saint-Just. Il leur est appliqué la vieille sagesse sémite : qui tue par l'épée meurt par l'épée. Il y a sûrement une *coalition secrète*, une *prédisposition complice* entre un ordre d'absolutisme et sa contestation par la terreur. Mais, si le système est déstabilisé à l'extrême, soit il en meurt, soit il se métamorphose ou il se réforme.

Mais restons attentifs ensemble, car c'est lui faire trop d'honneur, à cette aliénation du vide, que de lui conférer l'héritage des *Cahiers des doléances* d'une *société civile* ou d'un *tiers état planétaire*. Toutefois, il n'en est pas moins vrai qu'on pourrait y voir le rapt d'une revendication justifiée, puisqu'il y a partout trop de misère et d'injustice morale pour que l'on puisse boire tranquillement au crépuscule, dans une place publique, un thé à la menthe ou à la bergamote, en caressant son chat et sa mini-mitraillette, et sûr de ses sicavs pétrolières bien placées. Néanmoins, dans un monde où l'idée de « révolution » a été discréditée, nul ne saurait à nouveau prétendre, sérieusement, à ce type d'involution théologico-politique. Pas seulement à cause de la terreur ou de la contre-terreur qu'elle engendre – sublimer le martyr produit aussi son plaisir, ni davantage à cause de l'embourgeoisement auquel conduit la *Révolution numérique* et la mondialisation du libéralisme économique, mais parce que la prétendue synthèse révolutionnaire sur terre de l'idéal suprême s'est avérée être un dispositif supplémentaire d'imposture. La post-modernité a libéré les peuples occidentaux de cette tâche titanesque. La dernière

logomachie délirante, le Communisme, s'est effondré de lui-même en l'an 1989 –en hommage peut-être à la Révolution française, dont il avait dérobé les principes pour salir ensuite les idéaux de *Liberté*, d'*Egalité* et de *Fraternité*. Le Communisme s'est obscurci à partir du cœur même du système, non seulement comme système de gouvernement, mais surtout comme système idéologique d'idées et de productions en cercle vicieux, dont la logique disjonctive à l'œuvre instituait en *double nature* la méfiance et la délation en tant que lien social nationalisé entre les individus. Obsédé par la *Totalité*, le Communisme s'est absolutisé avant d'imploser. Il en était devenu le despotisme de la liberté, c'est-à-dire la terreur. Inspiré de l'élan libérateur de la Révolution française, il en a reproduit la logique disjonctive qui détruit le tissu social comme consensus naturel des échanges entre individus libres, en faisant disparaître les corps intermédiaires et les dispositifs de micro-pouvoir et de contre-pouvoir nécessaires à la vie en société. François Furet dans *Le passé d'une illusion*, Claude Lefort dans *La Complication* et surtout, dès les années 1950, Edgar Morin dans *Autocritique* tracent l'histoire, l'ontologie et l'archéopsychologie de cette logomachie aliénante. Comme pour la Révolution française, dévoyée dans la Terreur, il n'est plus resté en présence de l'individu qu'un *Léviathan* : l'Etat de Droit absolu ou le Parti étatisé, sans les droits fondamentaux des individus ni le premier d'entre eux, la *Dignité humaine*. L'individualité inaliénable s'est traduite par l'anarchie et le goulag. Alexandrine Brami me rappelle que la leçon de responsabilité administrée par Soljenitsyne dans *L'Archipel du Goulag*, c'est qu'il n'est pas de despotisme qui ne suppose, hélas, le consentement et la complicité individuels, ni de mémoire rompue qui ne s'accompagne d'une amnésie consentie, ni de menace exercée qui ne s'associe à une crainte subie. Le maintien de la « volonté générale » a exigé la terreur communiste. Pour l'écrire en termes hégéliens : la liberté absolue est la terreur. « *La liberté universelle ne peut donc produire ni une œuvre positive ni une opération positive ; il ne lui reste que l'opération négative ; elle est seulement la furie de la destruction* »<sup>11</sup>. L'opération positive, l'élaboration patiente du champ des individualités librement conscientes de leur propre liberté et du respect de celle des autres, c'est l'œuvre d'art de la démocratie libérale de vote populaire. Cela requiert plus de pouvoirs psychiques que de forces physiques. Même les démocraties modernes de vote populaire, comme la démocratie française, sont assez jeunes : il y a à peine 60 ans les femmes y étaient interdites de vote. Et, aujourd'hui, on regrette une abstention qui frôle parfois les 40%.

### **Terrorisme, figure du Totalitarisme et ruse de l'économisme mondialisé**

*L'idéologie de la peur* reproduit sans frontières ce qu'elle connaît déjà, le Totalitarisme. Sa prévoyance est l'attaque préventive. Sa logique est la méfiance systématisée et informatisée. Son déploiement conceptuel est intrinsèque, analytique et vengeur. Sa cible : la personne humaine dans sa dignité. Sa rationalité est l'amalgame dans des réseaux de mort qui font éclater la reliance entre *Individu*, *Culture* et *Société*, entre les affaires humaines et divines, entre politique et théologie, entre le gouvernement des autres et le gouvernement de soi, entre la justice et le juste, entre la morale et l'éthique, entre le message intemporel et les époques historiques. Le nœud gordien de *l'idéologie de la peur*, c'est l'idée de *Sécurité*. Parmi les cadavres que l'on y trouve, gît la célèbre maxime de Hobbes : « *l'homme est un loup pour l'homme* ». Autrement dit, c'est la formule de la peur viscérale d'autrui, de l'idée de la loi et de la mise en relation sociale conçues comme une jungle. Tout se passe comme si l'échec d'intériorisation de la loi par un processus éducatif et démocratique faisait alors place à un cri de mort et non pas à un appel de vie, non pas à la propension au bien d'un homme ni au message de paix des hommes de bonne volonté, mais à une sorte d'ontologie du mal. Cette conception de la production de la loi par *l'idéologie de la peur* est un scandale et une aberration. Des pervers s'amuse même à écrire des manuels d'écoliers dans cet esprit. Si l'on transposait la formule de Hobbes au contexte mondial de l'après 11 septembre 2001, la boutade d'après laquelle l'histoire de l'humanité contemporaine n'est qu'un « *choc des civilisations* » reviendrait à dire que « *la civilisation est un loup pour la civilisation* ». Pour ma part, je n'y vois que des sophismes.

*L'idéologie de la peur* a poussé tel un champignon vénéneux au moment où l'impact terroriste provoquait l'effondrement/implosion du centre névralgique de l'économisme libéral mondialisé. Elle a été la réaction immédiate et nullement qualitative au terrorisme généralisé. Elle est un processus de conscience politique fautive dont la force motrice génère le cercle vicieux de l'homogénéisation du même et de l'*ontologisme identitaire*. Elle est l'absolutisme de l'idée de sécurité comme doctrine géopolitique dans un monde polarisé par la volonté de puissance. Elle est une logomachie de disjonction, de logique binaire et d'exclusion du tiers. Elle exacerbe la dialectique ami-ennemi dans un amalgame sordide de ressentiments personnalisés ou divinisés et d'intérêts privatisés. Elle a mis à jour un réseau insaisissable au centre partout et à la circonférence nulle part, un réseau à la mentalité assassine et aliénée, ainsi qu'une mentalité impériale aveuglée par la peur de l'étranger, sûre d'elle et dominatrice, rendant incapable de reconnaître l'autre dans son étrangeté et provoquant, partout où ses intérêts sacrifiés de territoire, d'identité ou d'argent sont en jeu, une justice à deux poids et deux mesures, qui n'est pas juste. *L'idéologie de la peur* est la doctrine sécuritaire mondialisée de l'économisme libéral totalitaire. Elle attise l'hystérie métaphysique de la Bourse, qui absolutise le capitalisme et qui fait et défait le tissu humain et les liens sociétales des entreprises. Dès lors, l'entreprise devient l'idole du marché comme « religion du capital ». Elle n'est plus la synergie interactive d'une collectivité locale, mais les agents sanguines d'un réseau financier planétaire impitoyable. Un réseau d'indifférence qui voudrait acheter le paradis sur terre et y mettre même des coffres forts. Un réseau financier qui fait de l'Argent le dieu de la mondialisation et qui, profitant des libertés fondamentales nécessaires aux démocraties libérales, nourrit les narco-guérillas, les pétrodollars et les « paradis fiscaux » les plus sordides de la planète. Posant la question de la « moralité » du capitalisme, André Comte-Sponville écrit : « *C'est précisément ce qu'il s'agit d'empêcher. Si le marché devenait une religion, ce serait la pire de toutes, celle du veau d'or. Et la plus ridicule des tyrannies, celle de la richesse* »<sup>12</sup>.

*L'idéologie de la peur* porte en son cœur une blessure originale, celle du terrorisme comme *ruse* du libéralisme économique mondialisé. Elle fait émerger avec dommages collatéraux une conscience de mort sans frontières. Les réseaux d'assassins et la mentalité impériale jouent, à l'aveuglette, au chat et à la souris dans un nouveau rapport dialectique de maître à esclave, où la *société civile monde*, prise au piège de ce nouvel absolu négatif, se trouve démunie d'une *politique de l'humanité* qui *solidarise la planète*<sup>13</sup>. Ce qui partout fait défaut, c'est une politique en processus de concertation, qui n'impose pas un « modèle » ou un « projet », mais indique des voies pour régénérer l'espoir et libérer les peuples emmurés dans des territoires nationalisés et gangrenés. Une *politique pour et par les êtres humains* qui remette en jeu une vie d'échanges et de concorde dans la diversité et le dialogue des cultures et des religions. Mais cette mission des hommes de bonne volonté, dont l'ampleur est désormais un enjeu planétaire, nécessite un changement des mentalités difficile à opérer. Pourtant, des individus exceptionnels sont encore là pour nous inspirer, comme Nelson Mandela. Des grands hommes sont aussi dans nos mémoires respectives pour nous aider et nous guider. Nous avons à l'égard du souvenir futur un devoir d'anamnèse. La *société civile monde*, en termes hégéliens, semble n'être aujourd'hui qu'un support momentané du système de *libéralisme économique Internétisé*. En conséquence de quoi, la raison d'être des Etats est réduite au sécuritarisme. Ce protectionnisme sécuritaire est absolument nécessaire en temps de terreur et à court terme, juste de quoi défendre les intérêts d'une minorité nantie. Il est absolument insuffisant pour sortir du traumatisme planétaire où se trouve la mentalité contemporaine prise au piège de l'*idéologie de la peur*, ou pour permettre l'émergence, à long terme, d'un processus de concorde et de concertation qui mette en relation de coopération mutuelle, dans un consensus juridique et humanitaire, des peuples aux cultures et aux religions différentes. Comme l'a dit Bergson en 1932, en faisant la différence de qualité entre une « morale » de peur et une éthique de confiance : « *Il ne suffit pas de n'avoir rien à craindre, nous voudrions en outre avoir quelque chose à espérer* »<sup>14</sup>. Ou, selon la *Bonne Nouvelle* d'il y a deux mille ans : « *Vous avez*

*besoin de pain, mais je vous assure que vous avez également besoin d'amour* ». Ah, l'amour ! l'amour ! : cette rengaine sublime toujours recommencée et qui effraie comme les cathédrales ou les mosquées. Or, nous n'avons le plus souvent en nous pour répondre à son appel que le vieux fleuve du sexe avec ces vexations ou les sympathies de cœur avec ses sentiments et vanités. Et, pourtant, que l'amour soit, et tant de choses en nous guérissent : l'obscurité de nos racines se mêle à la lumière des étoiles. Nous embrassons alors l'énormité et l'immensité de l'être.

## **Pour une révolution paradigmatique des mentalités**

De nos jours, dans les démocraties libérales de vote populaire, la logique à l'œuvre est à la fois plus simple, plus humaine et plus complexe. Prenez par exemple le « droit communautaire » de l'Union européenne. C'est un processus expérimental de concorde et de concertation entre vieilles nations réactionnaires, lesquelles, il n'y a pas si longtemps, s'entretuaient, atteignant l'horreur indicible de la *Solution finale*. Après plusieurs siècles de guerres internes, après deux Guerres mondiales, avec des millions de morts et d'orphelins, avec le cœur de l'Europe en ruines, les Européens ont enfin compris qu'ils devaient unir leur diversité culturelle, confessionnelle et linguistique pour vivre en paix et faire commerce. La logique complexe à l'œuvre, c'est l'émergence, dans un espace et un temps donnés, d'une chose abstraite et très concrète qu'on appelle *Union*. C'est le tissage ensemble *des Etats de droits*, l'*Union des Etats-de-droits-Unis*, où les droits et les devoirs, les lois régionales, nationales et européennes s'auto-régèrent selon une *boucle interactive* en forme de pentagramme dont chaque terme est en complémentarité et antagonisme avec les autres. C'est le pentagramme morinien : *ordre, désordre, organisation, désorganisation, interactions*<sup>15</sup>. Ce n'est pas une explication logique. C'est une indication méthodologique pour indiquer que toute explication doit se référer à la boucle et à la dialogie liant les termes en jeu. Ce pentagramme kaléidoscope la réalité pour permettre l'émergence, dans la paix et le dialogue incessant, des êtres en relation avec leurs idées et leurs significations, leur habitat et leurs mœurs, leur échange vital et, surtout, leur organisation en *unité des diversités*. Edgar Morin conçoit l'Europe comme une unité *multiple* et *complexe*. Il conçoit l'*identité européenne* en voie d'expression dans ses lois et ses histoires, comme de l'identité tout court, i.e. comme « *une composante dans une poly-identité* ». Morin appelle l'attention sur l'illusion ou, disons, sur l'*ontologisme identitaire* qui consisterait à croire l'identité comme *Une et Indivisible*, alors que c'est toujours un *unitas multiplex*. L'*ontologisme identitaire* est à mon sens le plus grave danger qui guette le processus éducatif et initiatique de l'identité individuelle, car il ghettoïse le soi et emmure le moi derrière des barbelés. Alors qu'on voit, tous les jours, que nous sommes des êtres poly-identitaires dans le sens où nous unissons en nous une identité biologique, individuelle, sociale, historique, mondialisée et, surtout, l'espoir d'une *Identité future*<sup>16</sup> - espérons qu'elle soit *Identité humaine*. Mais *l'humanité ne sait pas assez que son avenir dépend d'elle*<sup>17</sup>, disait Bergson à la veille de la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale. Je dirais : son avenir dans la planète terre. Et l'individu dans son orgueil, son ennui et sa solitude est trop souvent occupé à son propre *embrouillement*<sup>18</sup> pour contribuer humblement aux missions sublimes de ce *Ministère*. Il lui faut une révolution paradigmatique des mentalités pour comprendre la joie de la liberté intérieure, de l'oreille absolue dans le regard de l'autre. Parce que l'un n'existe pas sans l'un de l'autre et réciproquement. Comment *relier* entre elles ces *monades* ? Dans le Livre de l'Exode<sup>19</sup>, on peut lire l'histoire extraordinaire d'un *buisson ardent* qui brûle sans se consumer. Pour regarder cette chose mystérieuse, Moïse fait un *détour*. La question cruciale est ici celle de la liberté ou de la délivrance de l'esclavage. Au nom de qui, de quoi, doit-on se délivrer, se désaliéner ou inviter les autres à cette délivrance ? Au nom de *celui qui suis*. C'est le mémorial auquel on est invité pour une vraie célébration. Il y a des offrandes de mort et des offrandes de vie. L'impôt est toujours l'impôt quel que soit le précepteur. Il ne change que si le sens change en amont. *A César, ce qui est à César*. Aux tribus sanguinaires s'immolant au Veau d'or : leurs problèmes de ravitaillement et de tarif douanier ! Aux appartenances tribales, ethniques et confessionnelles : leur ontologisme identitaire ! Le

message du *buisson ardent* traduit le passage par la porte étroite de l'esclavage en nous-mêmes à la liberté en nous-mêmes. Nulle délivrance de nos esclavages vicieux, ni de nos vanités, ni de nos aliénations idéologiques, nulle *révolution paradigmatique* de nos mentalités n'est possible sans cette auto-conscience d'être, sans cette dignité sublime de chacun. Ce n'est donc aucunement par un caudillo, un guérillero, un commandant en chef ou guide en tout genre que l'on se libère de l'esclavage et de l'aliénation, mais par l'appel en soi-même de la conscience d'être comme un *celui qui suis*. La seule révolution qui vaille aujourd'hui comme il y a deux mille ans, c'est la *paradigmatique*. Tout le reste n'est qu'une note de bas de page de l'histoire des peuples esclaves ou impériaux : histoire de sang, de fureur et de poussière. La permanence immémoriale des Pyramides est là pour nous le montrer.

C'est aussi que la notion de « révolution » s'est intériorisée. Elle n'est plus socio-politique. Elle est *paradigmatique*. L'âge des révolutions, des totalitarisme et des terrorismes, c'est encore la conception de l'histoire comme volonté d'accomplir sur terre un processus linéaire, c'est, comme dit Edgar Morin, l'« *âge de fer planétaire* » et de la « *préhistoire de l'esprit humain* ». Or, nous sommes à l'aube de l'ère des *révolutions paradigmatiques* et des *réformes de l'entendement* (pluralisons Spinoza). Il nous faudra encore du temps pour comprendre cette pensée prophétique de Morin : « *la révolution d'aujourd'hui se joue non tant sur le terrain des idées bonnes ou vraies opposées dans une lutte de vie ou de mort aux idées mauvaises et fausses, mais sur le terrain de la complexité du mode d'organisation des idées* »<sup>20</sup>. Edgar Morin appelle le « grand paradigme d'Occident » la formulation du cartésianisme d'après laquelle il y aurait une dissociation de nature entre le Sujet et l'Objet, l'Ame et le Corps, l'Esprit et la Matière, la Qualité et la Quantité, la Finalité et la Causalité, le Sentiment et la Raison, la Liberté et le Déterminisme, l'Existence et l'Essence. « *Ce paradigme détermine une double vision du monde, en fait un dédoublement du même monde : d'une part, un monde d'objets soumis à observations, expérimentations, manipulations. D'autre part, un monde de sujets se posant des problèmes d'existence, de communication, de conscience, de destin* »<sup>21</sup>.

La *Totalité* a changé de sens dans nos cités contemporaines : elle n'est plus celle du système social à renverser ou à moderniser *comme* un Tout ou *comme* un Absolu, mais celle, comme l'a dit John Dewey, du *Public à composer*<sup>22</sup>. Pour Dewey, la politique est un *processus expérimental*, qui intègre le tiers et l'inédit. Il s'applique aussi bien à la délimitation du privé et du public qu'à la détermination des intérêts communs, ou qu'à la décision politique, aux mesures ou aux lois qui en constituent le cadre. C'est une politique de la chose publique qui, comme disait Montesquieu, éclaire l'histoire par les lois et les lois par l'histoire. Car il faut savoir repérer les lois de continuité, de transition et d'inauguration de l'histoire. J'y ajouterais la notion de concertation, au sens ancien de concorde et moderne d'entente contractuelle, pour dire, par exemple, que les relations politiques dans l'Union européenne sont un *processus expérimental de concorde et de concertation*. Il y a à *mettre en perspective* des regards mutuels, des croisements d'histoires, des amours métis. Il s'agit, comme le dit Habermas, de savoir si peut émerger après l'Etat-nation une *nouvelle constellation politique*, où la société civile monde ne partage pas que les risques de la mondialisation, mais également les bienfaits ; savoir donc « *s'il est possible de faire surgir la conscience qu'une solidarité cosmopolitique est absolument nécessaire dans les sociétés civiles et les espaces publics politiques des régimes qui commencent à s'unir à grande échelle. Car ce n'est que sous la pression d'un tel changement dans la conscience des citoyens, rendu effectif au niveau de la politique intérieure, qu'il sera possible de changer l'idée qu'ont d'eux-mêmes les acteurs capables d'agir à l'échelle de la planète* »<sup>23</sup>. Partout prend conscience le fait que « *trouver un nouvel ordre économique et sociale ne peut plus se faire dans le cadre national* »<sup>24</sup>.

## Leçons de la Latinité : consensus juridique et consensus humanitaire

Parmi les leçons de la *Latinité*, au 1<sup>er</sup> siècle avant J.C., on trouve la réflexion de

Cicéron sur la *République*, i.e. sur la « chose publique ». Derrière Cicéron, il y avait déjà trois siècles de débats sur cette question débattue au plus haut niveau par les Sophistes, Platon et Aristote, car elle concerne tout simplement l'idée de savoir quel sens il y a pour l'homme à vivre en société, que l'on soit à New York, à Madrid, à Tel-Aviv, à Medellin, à Jérusalem ou à Alexandrie. Aristote va même jusqu'à dire que l'homme est par nature un « *animal politique... à plus haut degré qu'une abeille quelconque* »<sup>25</sup>, i.e., un être dont l'existence est une mise en relation par le dialogue. Tandis que la « voix » ou le « cri », que l'homme partage avec les animaux, ne servent qu'à indiquer une réaction de douleur ou de plaisir, l'homme, le seul de tous les animaux, possède le discours, qui sert, précise Aristote, « *à exprimer l'utile et le nuisible, et, par suite aussi, le juste et l'injuste* ». Le raisonnement aristotélicien consiste à dire que la justice et la morale n'ont aucun sens en dehors de la vie sociale, hors de la cité, puisqu'elles ne se manifestent que dans le rapport entre les hommes. Et c'est la *mise en commun*, l'*être en relation* de la justice et de la morale, qui est à l'origine de la famille et de la cité. Pour Cicéron, la configuration et la constitution de la « cité », de ce que les *Romains* appelaient un « peuple », et que nous autres contemporains, dans une démocratie libérale de vote populaire, nous appelons « société civile », c'est le *consensus juridique*. Hegel fait toujours la distinction entre le *vulgus* –là où il y a de la vulgarité en quantité, et le *populus* –là où il y a de la culture en qualité. « *On a généralement l'habitude d'appeler peuple l'agrégat des personnes privées, mais un tel agrégat c'est le vulgus et non le populus* »<sup>26</sup>. La mise en relation des individus en « peuple », ce que nous appelons aujourd'hui la participation à la vie en société réglée par un Etat des droits, rappelle toujours qu'il y a d'un *saut qualitatif*, d'une acceptation consentie, mais aussi d'un coût certain et d'un engagement au quotidien. Pour 80% de la population de la planète, avoir une carte d'identité et une assurance maladie, c'est un véritable parcours du combattant. Et que dire, lorsque vivant dans une commune structurée, il faut payer l'eau, l'électricité et les impôts de toutes sortes, alors qu'on est habitué à vivre sans contraintes. En effet, lorsque les contraintes matérielles et institutionnelles de la vie dans la cité dépassent les moyens des individus, il y a fracture sociale et rupture tacite du pacte citoyen. La constitution de l'Etat des droits n'est pas que le libre accord des volontés particulières réunies chez le notaire ou à la préfecture. Hegel nous éclaire de sa vision métaphysique : « *la volonté universelle doit se constituer à partir des volontés individuelles, mais cet à partir n'est qu'une apparence, car la volonté universelle est ce qui est premier, elle est l'essence* »<sup>27</sup>. Faire un Etat, « faire peuple », avec ses institutions légales, sa gouvernance, son exercice du pouvoir représentant la volonté de chacun qui s'exprime régulièrement dans les urnes, c'est un processus de configuration et de constitution du champ de la liberté des uns et des autres, d'interaction entre la liberté naturelle ou individuelle et la liberté civile ou universelle, entre faire ce que l'on veut et exercer son droit de liberté en respectant loi et autrui. Arnaud Guigüé le dit très bien en ces termes : « *La loi limite la liberté, moins au sens où elle réduit l'étendue, qu'au sens où elle trace une frontière. La limité n'est pas ici amputation d'une liberté préalable, mais plutôt la configuration et constitution du champ de la liberté. Il n'y a de réelle liberté que de liberté garantie par la force collective. Je suis effectivement libre de tout ce que la loi autorise. Car quiconque voudrait réduire ma liberté s'exposerait à la sanction des lois* »<sup>28</sup>.

Hannah Arendt reprend au 20<sup>ème</sup> siècle la réflexion de Cicéron pour montrer que la débauche meurtrière des régimes totalitaires, stalinien et nazi, notamment, même si ces deux-là n'ont pas eu, hélas, le monopole de la terreur, « *n'était pas imputable à la simple agressivité, à la cruauté, à la guerre et à la perfidie, mais à une rupture consciente de ce consensus juris qui, selon Cicéron constitue un « peuple », et qui, en tant que loi internationale, a dans les temps modernes constitué le monde civilisé, dans la mesure où, même en période de guerre, il demeure la pierre angulaire des relations internationales. Le jugement moral et le châtement légal présupposent tous deux, à la base, ce consentement. Le criminel ne peut être jugé avec justice que parce qu'il y est partie prenante dans le consensus juris* »<sup>29</sup>. La question est cruciale. Le régime totalitaire ne prétend même pas, comme le Révolution, changer un corpus de lois par un autre, mais

il pense pouvoir se passer carrément de consensus juridique ! Il y a pire : agir de façon injuste en se réclamant d'un statut juridique. C'est ce que l'on appelle à l'ONU avoir une politique de *deux poids et deux mesures*. Il y a pire encore : utiliser l'hyperpuissance de façon juste et légale pour les siens et injuste et illégale pour les autres.

Si le totalitarisme est repérable par la rupture du *consensus juridique* à l'intérieur d'une société donnée, dans les frontières d'un Etat policé, l'*idéologie de la peur* l'est dans la rupture d'un *consensus humanitaire* mondial. L'*idéologie de la peur* détruit le consensus du droit fondamental à la vie de tout être humain. Au fond, c'est considérer que si ma vie est indigne et misérable, l'assassinat d'autrui la rendra sublime à double titre : d'abord pour mon âme de martyr qui serait pour la mort d'autrui recommencée de paradis et de je ne sais de combien de *vierges* ; ensuite pour ma famille récompensée qui pourrait avoir une maison et un champ en récompense. L'aliénation des assassins terroristes s'inscrit absolument dans cette logique négative et meurtrière, qui conduit forcément et de façon toujours recommencée à brûler les champs et à détruire les maisons des uns et des autres.

Mais lorsqu'un Etat de droit, représentation institutionnelle et démocratique d'un peuple civilisé, d'une nation, inscrit volontairement son action, aux yeux du monde entier, dans la rupture du *consensus juridique et humanitaire*, en dévoyant la temporalité naturelle de la légitime défense pour en faire un principe abstrait et mécanique, hors du temps, systématisé dans de l'*idéologie de la peur* comme *principe de légitime défense préventive*, cet Etat inscrit en réalité son propre peuple et la *société civile planétaire* dans une spirale de violence meurtrière. Un tel Etat n'est pas digne de l'idée d'Etat républicain et démocratique. Il nourrit volontairement les sophismes de l'*idéologie de la peur*. Croyant être « responsable » vis-vis des siens, il est en réalité « irresponsable » vis-à-vis des autres, et, derechef, de l'Humanité toute entière. Quand on a le sens de l'*Universel* comme héritage sacré, on n'agit pas comme une tribu de barbares sanguinaires s'emmurant à l'intérieur de soi. Quand on est *l'élu* et que l'on possède cette force spirituelle et matérielle, on a l'obligation de tendre toujours la main le premier ; on se doit d'être partout, à tout moment et en toute chose, sinon exemplaire, de tendre vers l'exemplarité. Le Livre d'Isaïe le rappelle clairement : « *J'aurai fait couler de l'eau dans le désert, des fleuves dans les lieux arides, pour désaltérer le peuple, mon élu* »<sup>30</sup>. Mais à quoi bon des terres fertilisées en Palestine ou ailleurs si la peur et la mauvaise conscience, la haine, la vengeance et le deuil rongent le cœur et ne laissent pas vivre en paix ? C'est qu'il ne suffit pas de rendre une terre fertile, encore faut-il de la *miséricorde* et en faire autant avec le cœur ennemi et son propre cœur, encore faut-il se désaltérer au *vin de vie* et non pas au carnage sanguinaire, se restaurer au *pain de vie* et non à la chaire explosée. La *Charte des droits fondamentaux* de l'Union européenne bannit clairement la peine de mort de ses institutions étatiques. La décision de faire une géopolitique de la « peine de mort » ou du « terrorisme d'Etat », d'exercer la toute puissance de son arrogance et de tuer volontairement tel ou tel individu, étranger et citoyen d'un autre Etat qui plus est, voilà qu'est une décision totalitaire déterritorialisée accentuant, non seulement la difficulté du processus de *consensus juridique* international et de sa reterritorialisation géopolitique, indispensable à la paix et au commerce entre peuples aux intérêts contradictoires et complémentaires, mais, plus grave encore, c'est une décision qui donne raison au terrorisme comme rupture radicale du *consensus humanitaire* sur la valeur de la vie de tout être humain, quel qu'il soit. Et c'est pourquoi l'on peut justement dire qu'un « assassinat d'Etat » est plus grave pour la rationalité nécessaire aux Etats de droits que l'acte fou d'un assassin anonyme, car c'est le principe même de sa propre légitimité en tant qu'Etat, aux yeux de soi et des autres, qui est en jeu. Un Etat qui pratique le « terrorisme d'Etat », alors qu'il est le garant des droits et libertés des individus qui le constituent, des individus qui croit à la dignité et à la vie comme valeurs fondamentales, cet Etat ne saurait, sans s'autodétruire de façon radicale, justifier l'assassinat d'Etat. Nul ne saurait affirmer, faire respecter et témoigner pour les générations futures de son droit inaliénable à la vie et à la dignité en tuant sciemment autrui. L'assassinat d'Etat est fatal

au droit international : il sape le concept même d'Etat de droits comme élément central dans la lutte des démocraties libérales contre le terrorisme. Nul Etat de droits ne saurait justifier le terrorisme d'Etat sans s'exclure ipso facto de la communauté des Etats de droits. Répudier un tel acte, *c'est une répulsion contre l'écrasement de l'homme comme une merde de chien.*

Que faire, puisqu'il y a rupture de *consensus juridique* entre les peuples et que les Etats ne parviennent pas encore à se doter d'un instrument permettant de juger de façon impartial les crimes contre la vie et la dignité, les *crimes contre l'humanité* ? Dans ces conditions, je crois que la plus haute responsabilité de ceux qui ont le pouvoir de la force, c'est de mettre simplement cette force au service de la paix, de la justice et de la dignité pour tous les hommes, d'où qu'ils viennent, quelle que soit leur culture, la couleur de leur peau, ou leur religion. Plus facile à dire qu'à faire, rétorque-t-on. C'est pour cela que je le dis et le redis. Que cela coûte cher ! Et alors ? Que les réseaux financiers mondiaux paient une dîme pour cette bonne nouvelle. Que chacun utilise son propre génie pour transformer le feu qui brûle et tue en lumière qui guide, réchauffe et reconforte. A chacun de transformer sa folie des grandeurs et son besoin délirant de reconnaissance, ses chimères, en muses d'espoir, de musique et de poésie, en écoutant dans les yeux des autres la *musique contrapuntique* du détail qui fait la différence<sup>31</sup>.

### La déterritorialisation de la peur

Le 11 septembre 2001 a mis à jour un *terrorisme déterritorialisé*. Le fait que le terrorisme n'ait plus de territoire, mais des réseau, montre, comme le dit Morin, que « *c'est un phénomène d'émergence d'une société-monde qui rend nécessaire la création d'une police mondiale* ». Il précise aussitôt : « *L'idée d'une police planétaire ne doit pas se dispenser d'une politique planétaire. Nous avons la world policy mais pas la world politics. Reste à penser cette politique qu'il faudrait mener à l'échelle mondiale* »<sup>32</sup>.

*L'idéologie de la peur* n'a pas, comme jadis la tyrannie, la peur pour principe d'action. C'est pire encore, comme le totalitarisme, elle a fait éclater l'alternative « *entre régime sans lois et régime soumis à des lois, entre pouvoir légitime et pouvoir arbitraire* », souligne Arendt<sup>33</sup>. Le totalitarisme s'est épanoui au sein de la vieille Europe dans un territoire défini, à l'intérieur des frontières nationales, à l'ombre des Parlements et dans l'insouciance et la complaisance des démocraties perverties. On n'en avait pas le monopole, juste une certaine expérience dans l'art sophistiqué de la destruction au cas par cas, puis en groupe ethnique ou religieux. Le totalitarisme avait voulu gommer l'altérité et faire un groupe sociétal libre de toute différenciation. Il avait été l'imposition par la force d'une sorte d'homogénéisation du même et d'exclusion totale de l'autre. Ce rapt de l'universel l'a heureusement conduit à sa propre destruction. Il aura fallu en Europe et dans le monde occidental deux guerres mondiales et une guerre froide dite de l'équilibre de la terreur nucléaire pour se délester des terrorismes stalinien et hitlérien. On en a gardé çà et là quelques relents de haine, de ressentiment et de mentalité de complot et de bouc-émissairerie de l'étranger dans des *Front nationaux*. Cependant, en touchant l'horreur indicible de la *Shoa*, l'idée de *Dignité humaine* a émergé comme le socle fondamental de l'Etat des droits européens et comme le premier des droits fondamentaux des individus appelés à vivre dans un régime de démocratie libérale. C'est en ce sens que je m'inspire de Francis Fukuyama et de son idée de « fin de l'Histoire », puisque l'*idéal* de la démocratie libérale, que je vois pour ma part dans la *Dignité humaine*, ne saurait être amélioré sur le plan de cet idéal, car on n'ajoute pas de la justice au juste, ni de la dignité à la dignité. J'ai le sentiment que les hommes de bonne volonté connaissent cette alchimie qualitative depuis la nuit des temps. Fukuyama considère ainsi que, puisque qu'elle a triomphé des idéologies rivales –monarchie héréditaire, fascisme et communisme, « *la démocratie libérale comme système de gouvernement pourrait bien constituer le point final de l'évolution idéologique de l'humanité et la forme finale de tout gouvernement humain, donc être en tant que telle la fin de l'Histoire* »<sup>34</sup>. Dit autrement, c'est le retour, pour la démocratie, avec la compréhension et le devoir de mémoire de l'Histoire, au message

simple de justice, de fraternité, de dignité et de liberté. C'est comme le message essentiel que l'on retrouve dans la règle morale de Kant au 18<sup>ème</sup> siècle et du maître Hillel, qui, un siècle avant l'ère chrétienne, lorsqu'un païen lui demanda d'expliquer la Torah pendant le laps de temps durant lequel il pouvait se tenir sur un seul pied, répondit : « *Ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'on te fasse à toi-même : tel est l'essentiel. Le reste n'est que commentaire. Va et apprends* »<sup>35</sup>.

## **La terreur partout et nulle part**

Le onzième jour au matin, encore ce chiffre fatal, du mois de mars (dieu romain de la guerre), en l'an 2004 de la Croix, des aliénés, des fous assassins, des terroristes ont semé la mort nombreuse et atroce dans la capitale du Royaume des Espagnes. Ils ont fait exploser plusieurs bombes dans des trains qui amenaient à la gare des gens comme vous et moi. Un jeune couple partait en voyage de noce. Un père arrivait de loin ; son épouse et ses enfants l'attendaient tendrement sur le quai. Et soudain, pour l'universel négatif et l'idéologie de la peur, l'apocalypse ! Un nuage noir couvre la gare d'Antocha à Madrid comme un brouillard funeste. La Faucheuse est à l'œuvre dans une danse macabre qui reproduit une sorte de *Massacre des Innocents*. Le tableau est effroyable : des corps déchiquetés, des poitrines sans bras, des mains sans doigts, des bassins sans jambes et une tête en bouillie, ensanglantée, dégoulinante. Une chaussure sans paire, une robe déchirée, un voile sali et profané, un cahier d'écolier aux feuilles brûlées. La panique est partout : un jeune homme mourant, le dos d'une chaise en fer enfoncé dans le ventre, appelle désespérément sa petite maman qui le croit à l'école. Un père, une mère sont devenus fous en cherchant à rassembler, comme un mécano, les morceaux éparpillés des corps de ses enfants. Un chaos d'horreur et de douleur, de sang et de poussière, des vitres brisées dont les éclats s'enfoncent dans l'iris d'un bébé sans vie, qui serre dans ses bras une poupée décapitée. La mort enlève violemment une jeune fille dont le téléphone portable n'arrête pas de sonner... Cet amas atroce de chair, de sang et de ferraille est l'offrande anonyme de fureur meurtrière à l'*Idéologie de la peur*.

Et cependant, pour les milliers de blessés, souffrant les pires souffrances, et dont les larmes ne servent qu'à kaléidoscoper davantage l'horreur, les sauveteurs ne demandent ni la couleur de peau, ni nationalité, ni religion ; ils les secourent avec douceur et efficacité. Ce tableau apocalyptique montre aussi notre humaine condition, celle de la seule appartenance qui vaille : notre identité humaine. Deux jours plus tard, des millions d'individus sont descendus dans les rues des villes espagnoles, soutenus par les représentants de l'Union européenne et d'autres pays. Cela n'a pas été la vulgaire manifestation d'une « masse », comme on a pu en voir durant les régimes fascistes et communistes. C'était l'expression d'un peuple, d'une démocratie libérale de vote populaire et qui allait, ce jour même, sanctionner par les urnes la tentative de mensonge d'État du gouvernement en place. Dans les regards de tous ces individus libres, il n'y avait pas de haine. Aucun n'a revendiqué sur la place publique la morale tribale du « dent pour dent, œil pour œil ». C'était le regard vivant de la dignité humaine. C'était l'idée que l'existence humaine, la chair et le sang de chacun, le pain et le vin, l'alpha et l'oméga de la scène fraternelle, ont un sens transcendantal, un sens inaliénable. *L'idéologie de la terreur* ne parviendra jamais à en faire sa chose.

## **Quelle forme la peur prend-t-elle aujourd'hui ?**

Qui explique ? Pourquoi ? Je sais évidemment qu'il y a des raisons folles, des intérêts maudits. Que cette horreur atroce n'a pas de frontières. Un missile mal guidé en avait fait autant sur une route irakienne, en faisant exploser un autobus où avaient pris place des gens *comme* vous et moi, des parents *comme* les vôtres et les miens.

Le quotidien londonien *Al-Qods Al-Arabi* a reçu le 11 mars 2004 un texte revendiquant les attentats de Madrid et signé de « Brigades Abou Hafs Al-Masri Al Qaida », dont l'authenticité ne saurait passer chez le notaire, et pour cause. Cette lettre appelle le

massacre de la gare d'Antocha « opération trains de la mort ». Il est dit que cette horreur « fait partie du règlement d'un vieux compte avec l'Espagne croisée, l'allié de l'Amérique dans la guerre contre l'Islam ». Il est dit encore ceci : « Il n'y a pas de raison de verser des larmes sur les prétendus civils tués durant ces explosions... C'est Ok pour eux de tuer nos enfants, nos femmes, les hommes jeunes et vieux en Afghanistan, en Irak, en Palestine et dans le Cachemire, alors que nous devrions nous empêcher de les tuer ? ».

Il est vrai, hélas, qu'on ne verse des larmes que pour ses enfants, pour ses êtres proches et chers. On ne pleure pas pour des inconnus ! Il gît en nous un cœur de pharisien et de bourgeois insensible à la souffrance étrangère. Et c'est pourquoi nous avons besoin de *miséricorde* Nous seulement pour ouvrir le cœur à la misère d'autrui, mais pour opérer en nous même une restauration profonde. *Fonder la morale* n'est en vérité ni une affaire d'argent ni de pouvoir. On ne remplace pas les « prétendus civils » de Madrid ou de New York pour les « prétendus civils » d'Irak, Palestine ou Israël. On ne saurait, sous prétexte que les uns ne sont pas « proches » ou que l'on ne voit pas leur souffrance et que l'horreur qu'ils vivent n'est alors qu'une « idée abstraite », faire comme ce prince de l'Antiquité chinoise qui, voyant l'air apeuré d'un bœuf que l'on conduisait au sacrifice, demande à ses officiers de le remplacer par un mouton, dont il ne fut pas personnellement témoin de sa terreur ! L'anecdote chinoise recèle à la fois une grande sagesse et la preuve que le « paradigme de disjonction » mentale n'est pas le monopole de l'histoire de la philosophie occidentale -celle qui va du platonisme au cartésianisme, notamment. François Jullien décèle pour nous la part de sagesse : le mérite du prince chinois est dans le fait que « voir la souffrance » est insupportable pour l'homme de bien. Jullien précise que l'anecdote est rapportée par Mencius, philosophe chinois du IV<sup>e</sup> siècle a.J.C., qui généralise l'épisode en tirant la maxime suivante : « L'homme de bien vis-à-vis des animaux, s'il les a vus en vie, ne peut supporter de les voir mourir »<sup>36</sup>. Mais l'on doit aussi s'aviser que le sacrifice du mouton ne saurait troubler le roi, car il l'a changé par avance dans l'ordre des choses. Il a, pour ainsi dire, exercé, de par son jugement, un changement de nature sur l'être de l'animal. C'est un abus de rationalisation que le « grand paradigme d'Occident », en prescrivant une relation logique de disjonction entre le Sujet et l'Objet, a développé jusqu'à la crise actuelle qui, en Occident -mais Internet a mondialisé l'Occident et occidentalisé la mondialisation- trouve l'une des sources dans « le doute du projet moderne »<sup>37</sup>, comme dirait Leo Strauss. Le message de l'Évangile bouleversa toute la donne morale et politique dans l'Antiquité judéo-chrétienne, puis dans l'ensemble des peuples dont nous faisons partie autour du bassin méditerranéen et dans les Amériques. La *Bonne Nouvelle* était qu'un message de Paix et d'Amour s'adresse à tous les hommes ! Quand on est habitué à regarder d'abord la couleur de la peau, le pedigree de naissance, le compte en banque ou les signes ostentatoires d'habillement, une révolution paradigmatique est à coup sûr nécessaire afin de prendre cette nouvelle pour une *Bonne nouvelle*, de restaurer son cœur dans la *miséricorde*.

« C'est Ok pour eux de tuer nos enfants, nos femmes, les hommes jeunes et vieux en Afghanistan, en Irak, en Palestine et dans le Cachemire, alors que nous devrions nous empêcher de les tuer ? ». Cette question posée par une revendication anonyme paraît juste, d'où son danger imminent et sa perversion scandaleuse. Elle détourne de l'essentiel et s'inscrit dans une logique binaire du dent pour dent. Elle est également le produit des esprits aliénés par l'*idéologie de la peur*. Le genre de « légitimité » terroriste que sous-entend cette question applique une loi mécanique au genre humain sans s'inquiéter de la conduite des hommes, de leur conditions ni de leur contexte. Elle n'a que faire, en somme, de l'être humain dans son humanité et sa dignité. Le père, le fils, le saint esprit, la mère seraient interchangeables dans une grande foire aux revendications planétaires. La logique de la terreur entretient la rupture entre la morale et l'éthique. Elle entretient à dessein la fracture entre le consensus juridique des démocraties populaires occidentales et la charia islamique. Parce que nul ne saurait dire lesquels parmi les assassinés à Madrid avaient effectivement des ancêtres ayant, il y a cinq siècles, mené une guerre sans merci sur le territoire ibérique non seulement aux Musulmans, mais aussi aux Juifs. Est-ce de

ce « compte-là » que les « Brigades » en question parlent ? A ce petit jeu, on va déterrer toutes les haches de guerre ancestrales pour nous entretenir les un et les autres du simple fait d'avoir en face un voisin qui ne boit ni ne mange comme nous. Et, combien, parmi tous ces morts, étaient des *Sujets* de sa Majesté le Roi d'Espagne, qui ont vraiment voté pour le parti populaire, celui-là même qui, sans avoir consulté le peuple par référendum, avait soutenu la guerre des Etats-Unis en Irak ?

L'acte terroriste du 11 septembre 2001 n'appelait pas comme réponse la réaction simpliste, ponctuelle et réductrice d'un chef de tribu qui venge les siens. Car verser le sang en échange du sang est une justice insuffisante comme consolatrice. D'abord, parce qu'il suffit, parmi les enfants, les femmes et les hommes pris au piège de l'horreur au carré des tours implosées, qu'il y eût un seul étranger -et c'est fut le cas, i.e. une seule personne qui ne répondait pas au statut sacré de «citoyen américain», pour enlever au gouvernement des Etats-Unis l'argument de la «légitime défense». Ensuite, parce que la sacralisation du pacte républicain entre le citoyen et la nation, autrement dit, sa transfiguration en laïcité divinisée et pervertie conduit inéluctablement à en faire un lien idéologique et totalitaire, qui enferme l'individu dans une logique nationaliste et identitaire. Et dès lors, face à la dialogique propre de l'expérience de la réalité du monde, la mise à exécution de ce lien pervertie se traduit inéluctablement par une logique de guerre et par une mécanique de destruction.

Le terrorisme n'opère pas avec la loi de l'Etat des droits pour guide. Il n'est pas non plus arbitraire. Il prétend obéir rigoureusement à une certaine Loi de la nature et de l'histoire, à une sorte de Loi divine, dont est censée se construire la jurisprudence, l'éthique et la politique. Loin d'être sans « lois », le terrorisme a la prétention monstrueuse de remonter à la source de l'autorité, d'où les lois positives auraient leur plus haute légitimité. Le Terrorisme reproduit l'aliénation mentale de l'universel négatif, qui voudrait appliquer la loi directement au genre humain – dans une gare de Madrid, un marché de Bagdad ou de Bethléem.

Le 26 février 2004, le gouvernement républicain des Etats-Unis a indiqué qu'il allait proposer à ses alliés un projet de remodelage d'une partie du monde –celle où se trouvent les plus importants gisements de pétrole. Ce projet impérial s'appellerait « *Greater Middle East* ». Il s'agirait de mettre en place un « *plan mondial pour la démocratie, le développement économique et culturel* » dans un nouveau *Grand Moyen-Orient*. Une sorte d'arc rassemblant l'Afrique du Nord, le Proche et Moyen-Orient : la Mauritanie, le Sahara occidentale, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Libye, l'Egypte, le Liban, l'Arabie Saoudite, le Yémen, l'Oman, l'Emirats-Arabis-Unis, le Qatar, le Bahreïn, le Koweït, l'Irak, la Syrie, la Turquie, l'Iran, l'Afghanistan et le Pakistan. En somme, le territoire des anciennes colonies occidentales depuis le 18<sup>ème</sup> siècle. Le 20 janvier 2004, le président des Etats-Unis avait présenté dans le « Discours sur l'état de l'Union » les objectifs de ce « remodelage » : « *Tant que le Proche-Orient restera en proie à la tyrannie, au désespoir, à la colère, il continuera à produire des hommes et des mouvements qui menacent la sécurité de l'Amérique et de nos amis. L'Amérique poursuit donc une stratégie de liberté au Proche-Orient* ».

*L'idéologie de la peur* s'est installée dans la géopolitique comme mentalité mondiale pour gérer de façon impériale et unipolaire le conflit entre nations. Sa genèse est dans la réponse donnée par l'Empire contemporain à la mise en cause radicale du libéralisme économique mondialisé, à savoir une spirale de la violence vengeresse préventive. La force entière de l'Empire et de ses alliés a été dès lors entièrement destinée à traiter le nœud gordien de *l'idéologie de la peur* : la conscience déchirée de la société civile

monde, gangrenée par l'économisme mondialisé. L'on a fait de la « sécurité » et de la protection de la propriété et de la liberté personnelle, des intérêts des individus privés, le but suprême de la machine étatique. Au lieu de s'interroger avec intelligence de cœur sur le drame mondial qu'introduit une mondialisation du libéralisme économique, sur les causes fractales de cette déchirure de la conscience sociale et politique mondiales. Car, c'est partout une évidence, nous n'avons pas seulement besoin de *sécuriser* la planète. Nous avons besoin, comme dit Edgar Morin, de « *solidariser la planète* »<sup>38</sup>.

*Paris – Alexandrie, avril 2004*

## Notes

\* Diplômé de philosophie de la Sorbonne (Paris IV), secrétaire exécutif et membre fondateur aux côtés de Candido Mendes de l'Académie de la Latinité, membre du Conseil de l'Institut des hautes études de l'Amérique latine, Université de Paris III, vice-président du GERFLINT-Synergies.

<sup>1</sup> Ecrivain franco-chinois, Prix Nobel de Littérature en 2000.

<sup>2</sup> Horace. *Satires*. I.6.82 : « *Pudor primus virtutis honos* » (Pudeur, premier honneur de la Vertu).

<sup>3</sup> Xingjian, Gao. *Le témoignage de la littérature*. Ed. du Seuil. Paris, 2004.

<sup>4</sup> Baudrillard, Jean. *Power Inferno. Requiem pour les Twin Towers – Hypothèses sur le terrorisme – La violence du mondial*. Ed. Galilée, Paris, 2002.

<sup>5</sup> Morin, Edgar. *Introduction à une politique de l'homme*. Editions du Seuil, Paris, 1965 & 1999.

<sup>6</sup> Hegel, G.W.F. *La phénoménologie de l'esprit*. Trad. de Jean Hyppolite. Ed. Aubier, Paris, 1977.

<sup>7</sup> *Idem*.

<sup>8</sup> Kojève, Alexandre. *Introduction à la lecture de Hegel*. Ed. Gallimard, Paris, 1947.

<sup>9</sup> Nietzsche, F.W.. *La généalogie de la morale*. Trad. Henri Albert. Ed. Mercure de France, Paris, 1964

<sup>10</sup> Baudrillard, Jean. *Power Inferno* (Requiem pour les Twin Towers – Hypothèses sur le terrorisme – La violence du mondial). Ed. Galilée, Paris, 2002.

<sup>11</sup> Hegel, G.W.F. *La phénoménologie de l'esprit*. Trad. de Jean Hyppolite. Ed. Aubier, Paris, 1977 (t. II, in *La liberté absolue et la terreur*).

<sup>12</sup> Comte-Sponville, André. *Le capitalisme est-il morale ?*

<sup>13</sup> Concepts forgés par Edgar Morin, in *Pour sortir du 20<sup>ème</sup> siècle* (1981), *Introduction à une politique de l'homme* (édition de 1999), *En politique de civilisation* -en collaboration avec SamiNair (1997), *La Méthode 5. L'humanité de l'humanité* (2001).

<sup>14</sup> Bergson, Henri. *Les deux sources de la morale et de la religion*. Œuvres. Ed. PUF. Paris, 1959.

<sup>15</sup> Morin, Edgar. In *La Méthode* t. 1 *La nature de la Nature* (1977), t. 2, *La Vie de la Vie* (1980), et surtout t. 5 *L'humanité de l'humanité* (2001).

<sup>16</sup> Morin, Edgar. *La Méthode 5. L'humanité de l'humanité. L'identité humaine*.

<sup>17</sup> Bergson, Henri. *Idem*.

<sup>18</sup> Pascal : « *Quelle chimère est-ce donc que l'homme ? Quelle nouveauté, quel monstre, quel chaos, quel sujet de contradiction, quel prodige ! Juge de toutes choses, imbécile ver de terre ; dépositaire du vrai, cloaque d'incertitude et d'erreur ; gloire et rebut de l'univers. Qui démêlera cet embrouillement ?* ».

<sup>19</sup> La Bible – *Le Livre de l'Exode* (3,1-8, 10-13-15)

<sup>20</sup> Morin, Edgar. *La Méthode 4. Les Idées – Leur habitat, leur vie, leurs mœurs, leur organisation*. Ed. du Seuil, Paris, 1991.

<sup>21</sup> *Idem*.

<sup>22</sup> Dewey, John. *Le public et ses problèmes*. T. II. Traduction de Joëlle Zask. Publications de l'UPPA, Pau, 2003.

<sup>23</sup> Habermas, Jürgen. *Après l'Etat-nation*. Ed. Fayard, Paris, 2000.

<sup>24</sup> Schweitzer, Louis. *Président Directeur Général de Renault*. Débats organisés par *Le Monde*, Paris, Théâtre de l'Odéon, le 22 mars 2004.

<sup>25</sup> Aristote, *La Politique*. Trad. par J. Tricot. Ed. Librairie Vrin, Paris, 1982.

<sup>26</sup> Hege, *Encyclopédie*, chap. V Ed. Lassel.

<sup>27</sup> Idem, chap. XX.

<sup>28</sup> Guigue, Arnaud. *Droit, Justice, Etat*. Ed. PUF, Paris, 1996.

<sup>29</sup> Arendt, Hannah. *The Origins of Totalitarianism*. Harcourt, Brace & World, Inc. New York, 1951. Chapitre IV - *Idéologie et terreur : Un nouveau type de régime*.

<sup>30</sup> *Le Livre d'Isaïe*, 43, 16-21.

<sup>31</sup> « *Il faut apprendre à voir le détail qui fait la différence de l'autre, du discours de l'autre, de sa grammaire singulière* », dit Beatriz Nates Cruz, rue Suger à Paris, le vendredi 26 mars 2004. Ma reconnaissance pour sa vision et pour ses dons.

<sup>32</sup> Morin, Edgar & Baudrillard, Jean. *La violence du monde*. Ed. du Félin & IMA, Paris, 2003.

<sup>33</sup> Idem.

<sup>34</sup> Fukuyama, Francis. *La fin de l'Histoire et le dernier Homme*. Trad. par M. Canal. Ed. Flammarion, Paris, 1992.

<sup>35</sup> Rapporté par Halter, Marek. *Le judaïsme raconté à mes filleuls*. Ed. Robert Lafont, Paris, 1999.

<sup>36</sup> Jullien, François. *Fonder la morale – dialogue de Mencius avec un philosophe des Lumières*. Ed. Grasset, Paris, 1995.

<sup>37</sup> Strauss, Leo. *Nihilisme et politique*. Ed. Payot & Rivages, Paris, 2001.

<sup>38</sup> Idem, p. 67